

16 Provinces

Ngounié/Département de la Mougoula/Guiétsou/Canton Haute Mougoula-Idemba/Front social...

Rien ne va plus entre la population et la société Cora Wood Gabon

FN

Guiétsou/Gabon

LE gouverneur de la province de la Ngounié, Benjamin Nzigou, s'est rendu dernièrement dans le regroupement de villages Idemba, situé dans le canton Haute Mougoula (Guiétsou), à 25 km de Mouila, pour inviter les populations de cette localité à régler les conflits sociaux qui les opposent à la société forestière Cora Wood Gabon.

Ce déplacement de l'autorité provinciale faisait suite à une correspondance parvenue quelques jours plus tôt à son cabinet, dans laquelle les villageois manifestaient leur colère face au "comportement hautain" à leur égard d'un responsable de la société, Fernand Fétéké. Surtout que cet exploitant forestier opérerait dans le département, disent-ils, sans avoir signé un quelconque cahier des



Photo : Felicien Ndongo

"Fernand doit partir", lit-on sur le bout de carton attaché sur la barre de fer.

charges avec ces populations.

Le gouverneur s'est donc rendu sur les lieux pour comprendre les mobiles de la colère des villageois. Tout en faisant connaître sa désapprobation, ces derniers ayant barré la voie qui traverse le village, empêchant ainsi toute circulation et la poursuite des activités de la société.

Selon leur porte-parole, Albert Bouka, les habitants ne supportent plus "le mépris", voire les agissements de Fernand Fétéké. Car, argue-t-il, « il ne respecte ni les populations, encore moins le préfet, Mathas Barros, et les auxiliaires de commandement. »

En outre, le regroupement de villages Idemba n'étant pas impacté par le permis forestier de la société, les populations ne comprennent pas pourquoi ce dernier



Photo : Felicien Ndongo

La route a été rouverte après la réunion tenue avec les habitants d'Idemba.

viendrait à leur interdire de vaquer à leurs travaux champêtres dans la forêt et d'y chasser quelques gibiers pour leur consommation domestique.

De plus, déclare Albert Bouka, la société n'a jamais contribué, en contrepartie de l'exploitation du bois, dans les projets sociaux pour développer la contrée. A preuve, a-t-il fait savoir au gouverneur, le centre médi-

cal de Guiétsou et les dispensaires ou cases de santé environnantes n'ont pas encore obtenu même le moindre comprimé de Paracétamol, alors que les grumiers de la société forestière traversent chaque jour le village en soulevant la poussière à leur passage.

Et comme si cela ne suffisait pas, s'est encore plaint M. Bouka, « les licenciements abusifs sont légion à Cora

Wood», qui refuserait, du reste, d'embaucher les ressortissants du village. De même, « pas d'ensembles de la route départementale, en dehors de la voie de contournement. »

Autant de griefs contenus dans la correspondance des habitants, qui sollicitent dès lors le départ de ce responsable "irrespectueux".

En réponse, Benjamin Nzigou a exigé qu'un comité restreint des populations soit constitué, afin qu'une réunion se tienne dans un bref délai à son cabinet, en présence du préfet de la Mougoula, du responsable incriminé, des directeurs provinciaux du Travail et des Eaux et Forêts. Il a, en effet, précisé que les problèmes sociaux évidents se discutent autour d'une table.

Le gouverneur a, enfin, requis à l'endroit de tous, le respect mutuel et la réouverture de la voie de circulation.

... et département de Tsamba-Magotsi/Fougamou/Canton Sindara-Ikobey/Exploitation forestière

Populations et opérateurs d'accord pour l'élaboration d'un cahier des charges



Photo : Felicien Ndongo

Parmi les doléances des populations, l'acquisition d'un bac permanent, en attendant la construction éventuelle d'un pont sur la Ngounié.



Photo : Felicien Ndongo

Le gouverneur Benjamin Nzigou au cours d'une précédente visite à Engono.



Photo : Felicien Ndongo

... où s'exerce une forte activité de la filière bois.

FN.

Fougamou/Gabon

UNE réunion tripartite s'est tenue dernièrement à Engono (district d'Ikobey), dans le département de Tsamba-Magotsi, à l'initiative du gouverneur de la Ngounié, Benjamin Nzigou. Y ont pris part, administration, population des regroupements dudit village d'Engono, et les représentants des opérateurs économiques de la filière bois installés dans le district et ledit département. En toile de fond, l'élaboration d'un cahier des charges contractuel en vue de la mutualisation des efforts pour un plan de Concession forestière sous aménagement durable (CFAD) au profit des populations locales. Il faut rappeler qu'au mois

de décembre dernier, une frange des habitants du district d'Ikobey avait rédigé une pétition déposée à Fougamou, au cabinet du préfet du département de Tsamba-Magotsi, Michel Matsakassa, et à Mouila, auprès de celui du gouverneur. Le collectif conteste le fait que l'exploitation de la forêt par des sociétés se fasse sans que les populations établies localement n'en tirent profit. Il fallait donc agir, et c'est tout le sens de la démarche entreprise par le gouverneur. Le sénateur de la contrée, Christophe Bouango, en sa qualité de porte-parole des habitants, a salué cette concertation tripartite. D'autant que cette initiative du gouverneur devait permettre d'apporter des éclairages à toutes les parties, et éviter ainsi la persistance de confusions et interprétations fausses.

Dans la foulée, les habitants des cantons Omba, Dibwa et Sindara ont exprimé leurs préoccupations. Elles souhaitent, entre autres, que les sociétés aient leur base-vie à Ikobey-centre, que soit réhabilitée la route Oyenano-Sindara. Elles revendiquent également la construction de logements des enseignants et infirmiers ; l'acquisition d'un bac permanent, en attendant la construction éventuelle d'un pont sur la Ngounié ; la réouverture de la route Mimongo-village ; la mise à disposition de médicaments de première nécessité dans l'ensemble des structures sanitaires du district et la dotation d'une ambulance. Pour leur part, les opérateurs économiques se sont engagés à honorer les doléances émises par ces derniers en mutualisant leurs

efforts et moyens, de sorte à accompagner le district d'Ikobey dans son développement.

Par ailleurs, ils ont exigé un meilleur accompagnement et encadrement par l'administration, afin de faciliter leur engagement de tout mettre en œuvre pour le bien des populations.

RELATIONS CORDIALES. Le directeur provincial des Eaux et Forêts, Thomas Mvou Biyogo, a relevé que l'installation d'une société quelque part obéit à certaines dispositions contenues dans la Loi 16/01 du Code forestier en République gabonaise. Il a assuré que toutes celles présentes dans le district ont obéi à ces procédures, puis accepté la mise en place de comités de suivi et de gestion de forêts, lesquels recevront les cahiers des charges contractuels de chaque village, avant

d'être validés.

C'est pourquoi, il a demandé aux villageois d'avoir des relations cordiales et non conflictuelles avec les entreprises.

Le gouverneur Benjamin Nzigou a fait constater la délicatesse de sa présence en ces lieux, expliquant qu'il est en même temps défenseur des populations, mais aussi des entreprises qui viennent s'installer pour développer les contrées à travers de nombreux projets, bien que certains soient de la compétence de l'Etat. « Les sociétés ont intérêt à mutualiser leurs efforts pour réaliser des projets à caractères sociaux, à l'exemple de l'axe routier Engono-Mimongo village », a-t-il dit. Il a, ensuite, prodigué des conseils allant dans le sens du raffermissement des relations et d'apaisement du climat entre populations et

sociétés.

Enfin, il a exhorté les habitants à ne plus mener de soulèvements : « N'entre en grève que celui qui travaille quelque part. Les populations peuvent relever des manquements qu'elles soumettent aux autorités pour voir comment les résoudre », a-t-il fait savoir à l'assistance.

Aux sociétés SICT-GFT Nziengui en activité dans la zone de Nimbié, John-Bitar et Rimbuna-Hijau à Nioye, Sunly à Nimbié et Peng-Xin à Sindara, qui opèrent dans l'exploitation forestière avec des emplois prévisionnels de l'ordre de 500 personnes, devraient prochainement s'ajouter Asia et ZPB actuellement en projet dans la localité de Sindara, et qui se spécialiseront dans des unités de transformation du bois, avec près de 240 emplois attendus.